

Je soumetts le présent mémoire au nom d'un projet que j'ai commencé cette année intitulé *Faces of Pharmacare*. Très simplement, on y retrouve un nombre croissant d'histoires bien réelles de Canadiens, qui parlent des répercussions négatives sur leur vie découlant de l'absence d'un régime public d'assurance-médicaments. Ce projet n'est pas financé par l'industrie ni par le gouvernement, et il s'agit donc d'une description honnête de ce que vivent vraiment les Canadiens atteints d'une maladie chronique. Le projet n'est pas subverti par les intérêts des grandes entreprises ou par l'aplaventrisme de certains groupes qui s'empresent de souscrire à des processus consensuels aseptisés.

Je suis un des trois millions de Canadiens environ qui vivent au quotidien avec un problème d'asthme. Je suis aussi l'un des trois millions de Canadiens qui soit ne peuvent pas obtenir d'assurance-médicaments soit bénéficient d'une couverture précaire ou insuffisante.

Par eux-mêmes, ces problèmes semblent des enjeux sociaux anodins. Pour de nombreux Canadiens en santé, l'asthme est simplement un aspect malheureux de la condition humaine et un piètre accès aux médicaments, une situation qui existe depuis 51 ans, alors pourquoi en faire tout un plat?

Cependant, lorsque ces problèmes surviennent de concert avec d'autres, il faut s'attendre au désastre.

Les personnes malheureuses qui se trouvent dans une telle situation ont seulement deux choix concrets : 1) payer une partie ou l'ensemble de leur traitement directement de leur poche; ou 2) ne pas obtenir un traitement approprié.

Ces deux solutions sont extrêmement inéquitables et assurément contraires aux valeurs canadiennes et elles ont toutes les deux une incidence extrêmement négative sur l'économie.

Les personnes atteintes de maladies chroniques qui choisissent de payer pour leurs médicaments, peu importe les coûts, sont moins en mesure de participer pleinement à notre économie. Elles ont moins de revenus disponibles à dépenser au Canada puisque, concrètement — elles doivent payer une taxe sur la maladie régressive simplement parce qu'elles ont une maladie chronique. Si une personne qui a besoin d'un traitement médicamenteux continu a la chance de bénéficier d'avantages sociaux collectifs, sa mobilité est réduite, et elle risque de perdre sa couverture si elle change d'emploi ou de carrière.

Il va sans dire que ceux qui ne peuvent pas se payer une thérapie médicamenteuse d'entretien sont plus susceptibles de contribuer autant à l'économie et sont plus susceptibles d'utiliser des ressources en santé dispendieuses (mais couvertes) pour gérer leur maladie.

Nous avons créé un système structuré de façon à ce que les personnes qui ont une maladie chronique restent malades et que les prix de médicaments restent élevés.

Cette situation est simplement inacceptable **ET** d'une inefficience hallucinante.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont dit clairement que, d'un côté, ils souscrivent totalement à l'innovation et à l'entrepreneuriat, mais le ministre fédéral des Finances nous dit de l'autre côté qu'il faut accepter la venue de la « nouvelle » économie.

J'ai bien l'impression qu'une certaine partie du ministère ne parle pas à l'autre.

Si cette nouvelle économie signifie qu'il y aura moins d'emplois traditionnels, cela signifie aussi qu'il y aura moins d'emplois traditionnels offrant des avantages sociaux. S'il y a moins d'emplois qui offrent des avantages sociaux, plus de personnes atteintes d'une maladie chronique ne pourront pas bénéficier de régimes collectifs couvrant les affections préexistantes. Plus de personnes auront à choisir entre se nourrir et acheter des médicaments.

Il ne s'agit pas là d'une amélioration, mais il y a une lumière au bout du tunnel.

C'est une solution qui obtient un important appui des entreprises, de la majeure partie des Canadiens, des patients, des universitaires et des travailleurs du domaine de la santé. Cette solution créera des conditions équitables à l'échelle du pays, peu importe le travail, la santé ou les origines culturelles des gens. Les seules personnes qui sont contre semblent être les compagnies d'assurance (qui ont le plus à perdre) et l'industrie pharmaceutique et les organisations qu'elles soutiennent.

Ces détracteurs s'appuient sur des analyses opaques financées par l'industrie visant à prouver qu'il faut maintenir le statu quo ou adopter une solution encore pire, et ce, malgré des données probantes examinées par des pairs qui soutiennent la création d'une assurance-médicaments publique au Canada et qui établissent des estimations conservatrices d'économies de 8 milliards de dollars PAR ANNÉE.

Laissez-moi vous dire que, en tant qu'un des millions de Canadiens aux prises chaque jour avec le système de santé, ni le statu quo ni le gradualisme suffisent. L'assurance privée ne sera jamais la solution. On n'a qu'à regarder vers le sud, aux États-Unis, pour comprendre très clairement cet état de fait. Les assureurs ne couvriront jamais ceux qui ont des affections préexistantes en dehors des régimes collectifs et n'auront jamais l'intérêt des Canadiens vraiment à cœur.

La seule solution à cette machine de Rube Goldberg que nous appelons notre régime de médicaments est une couverture totale dès le premier dollar des médicaments pour TOUS les Canadiens.

Merci de prendre le temps de tenir compte des pensées des Canadiens qui vivent une réalité très différente de ce qu'on croit habituellement.

Je serai heureux de fournir de plus amples renseignements ou de vous mettre en contact avec d'autres personnes dans la même position que moi.

[facesofpharmacare.ca](http://facesofpharmacare.ca)